

Pascal Grouiez

## **Zvi Lerman (Dir.), *Russia's Agriculture in Transition, Factor Markets and Constraints on Growth*, Lexington Books, 2008.**

---

### **Avertissement**

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.



Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le CLEO, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

---

### Référence électronique

Pascal Grouiez, « Zvi Lerman (Dir.), *Russia's Agriculture in Transition, Factor Markets and Constraints on Growth*, Lexington Books, 2008. », *Revue de la régulation* [En ligne], n°5 | 1er semestre 2009, mis en ligne le 11 juin 2009.

URL : <http://regulation.revues.org/index7491.html>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Association Recherche & Régulation

<http://regulation.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne à l'adresse suivante : <http://regulation.revues.org/index7491.html>

Document généré automatiquement le 29 septembre 2009.

© Tous droits réservés

Pascal Grouiez

## **Zvi Lerman (Dir.), *Russia's Agriculture in Transition, Factor Markets and Constraints on Growth*, Lexington Books, 2008.**

- 1 Ce livre collectif offre une vision renouvelée de l'agriculture russe en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Partant du constat d'un bouleversement des structures institutionnelles héritées de la période soviétique, l'ouvrage se fixe pour objectif d'analyser les changements organisationnels qui placent le secteur agricole sur la voie de l'économie de marché.
- 2 La question théorique qui traverse l'ensemble de ce travail peut se résumer de la façon suivante : quels sont les facteurs déterminants de l'efficacité productive dans l'agriculture et quelle forme organisationnelle est à même d'instaurer cette efficacité, la grande ou la petite exploitation ? Nous retrouvons ici une interrogation bien connue des économistes agricoles : la fameuse « question agraire ». Les travaux français les plus récents dans le domaine, qui datent de la fin des années 1990<sup>1</sup>, avaient montré que cette question ne pouvait se traiter indépendamment de précisions sur les « frontières de la firme » agricole. Des fonctions essentielles de la firme (la formation des prix, l'élaboration de la fonction de production, la fonction commerciale, la direction administrative, la gestion comptable) étaient externalisées par « l'hypofirme » agricole (la petite entreprise par opposition à l'hyperfirme) et prises en charge par la filière, des organismes coopératifs ou des centres de service (comptable, technique ou autre) ; la reproduction de la petite entreprise étant alors assurée par son emboîtement dans un système organisationnel et institutionnel à décrire.
- 3 On verra que la prise en compte de ces « frontières des firmes » telles que décrites par les travaux de terrains menés à l'occasion de cet ouvrage se heurte à la rigidité des modèles que les auteurs mobilisent pour les décrire. L'apport du livre est donc à ce niveau de deux ordres : d'une part, il fournit une information complète permettant de prendre connaissance de la situation actuelle de ce secteur d'activité, loin des célèbres kolkhozes et sovkhoses. D'autre part, ces informations soulèvent des questions qui, bien que partiellement analysées de ce point de vue par leurs auteurs, relèvent d'une logique systémique dont ceux-ci sont peu familiers. Il est donc nécessaire au lecteur de faire un effort particulier pour replacer les institutions, et notamment l'institution « entreprise agricole », au cœur de l'analyse économique, alors qu'on pressent qu'elles constituent un arrière plan considérable de l'ouvrage. Par exemple, les anciens kolkhozes et sovkhoses jouent un rôle dans la dynamique économique du secteur sans pour autant qu'on puisse considérer qu'ils aient été sélectionnés sur la base de leur efficacité (notamment en termes de coût de transaction)...
- 4 Le premier chapitre introductif de Zvi Lerman, présente la structure du livre et l'origine des fonds ayant permis la réalisation des enquêtes utilisées dans cet ouvrage (BASIS/CRP). Il propose également une vue d'ensemble des entreprises du secteur, à partir d'une description du triptyque retenu par le Goskomstat : les « entreprises agricoles » (issues de la restructuration des sovkhoses et des kolkhozes), les « fermes paysannes » (qui datent de 1990) et les « lopins de terre ».
- 5 La première partie, intitulée « Changing Farm Structure » se concentre sur l'évolution structurelle des exploitations. Le chapitre 2, intitulé « Large and Small Business in Russian Agriculture », pose le débat de l'ouvrage à partir d'un certain a priori (p. 11) : « In market economies, most of the agricultural output is produced by small business ». Cette thèse courante dans l'économie rurale française des années 1970 s'appuie sur les arguments bien connus de celle-ci, qu'elle soit d'inspiration microéconomique « orthodoxe » (Boussard) ou

marxiste (Servolin) : l'agriculture, qui ne peut pratiquer une forte division du travail, ne bénéficie pas des économies d'échelles propres aux autres secteurs, en particulier du fait des comportements opportunistes. La seule nouveauté par rapport à ces thèses anciennes résiderait donc dans la référence aux coûts de transaction.

6 Le paradoxe est que la thèse défendue vise à opposer la petite exploitation comme seule capable de porter la transition vers l'économie de marché, là où la grande ne le serait pas : après soixante-dix années de communisme qui ont promu la grande, voire la très grande exploitation, il deviendrait urgent de mettre tout en œuvre pour favoriser la petite exploitation afin de rendre l'agriculture plus compétitive dans un contexte d'économie de marché.

7 L'analyse comparative de l'efficacité de la grande et de la petite exploitation conduit l'auteur à introduire une catégorie d'exploitation inconnue des statistiques officielles la « small agricultural entreprise ». Cette nouvelle forme d'exploitation traduirait la disparition des anciennes grandes exploitations non rentables (seules 24% le seraient et assureraient 55% de la production de cette catégorie) et leur remplacement par des exploitations de taille plus petite mais au caractère profondément marchand (à la différence des fermes paysannes et des lopins de terres, tournés selon l'auteur vers l'autosubsistance). Pour cette raison, l'auteur critique les politiques publiques qui continueraient de soutenir en priorité les grandes exploitations, au détriment de la concurrence et du développement des formes alternatives de production, économiquement plus rentables.

8 C'est d'ailleurs à la question du développement de la petite exploitation que s'atèle le chapitre 3. À partir d'une étude de cas portant sur la région de Tambov, Sergei Sazonov et Damira Sazonova défendent l'idée que les fermes familiales se sont développées et sont tournées vers la commercialisation de leur production, malgré les difficultés auxquelles elles ont du faire face. L'un des plus gros problèmes demeure l'accès à la terre. Son appropriation serait soumise à des contreparties qui paraissent irraisonnables pour nos auteurs : « The curious legal practice in the mid-1990s precluded failed farmers from returning land to the state : to be allowed to go bankrupt, they had to find another farmer who was willing to assume responsibility for their lease contract with state. » (p. 61). Dans une logique libérale, cette pratique paraît en effet contre-productive : comment imposer à une entreprise non rentable de rechercher son successeur quand le marché est à même de le faire ? La question est posée par les auteurs mais reste sans réponse. Pourtant, la description minutieuse des contrats passés avec les différents propriétaires de la terre (État ; propriétaires en parts des anciens kolkhozes et sovkhoses) montre l'extrême complexité des relations entre les fermiers, les propriétaires de lopins et les grandes exploitations agricoles. Le contrat de location (le plus répandu aujourd'hui en Russie) n'apparaît pas seulement comme un contrat marchand mais aussi comme un contrat social entre utilisation d'une ressource et maintien du monde rural. Cet élément est détaillé dans le chapitre, qui décrit les contreparties de l'accession à la terre, par exemple dans la relation entre le fermier et le propriétaire (labourage du lopin, fourniture en input pour nourrir la volaille du lopin, paiement des impôts fonciers...) Pourtant, les auteurs s'emploient à déterminer si le prix de la terre est égal à son efficacité marginale, comme si la question pouvait se résoudre à ce niveau et avec ce cadre analytique.<sup>2</sup>

9 Le chapitre 4 mérite une attention particulière car il contredit en partie les thèses en question tout en permettant de comprendre les raisons pour lesquelles la forme historique de l'agriculture organisée ne disparaît pas avec le système soviétique. Ce chapitre collectif de Dmitri Rylko, Irina Khramova, Vasilii Uzun and Robert Jolly s'intéresse à l'émergence d'une nouvelle structure : l'agroholding. Les auteurs le présentent comme la forme transitoire de production permettant de pallier les imperfections temporaires du marché (imperfections qui sont largement discutées dans la seconde partie de l'ouvrage). Six points permettent de caractériser l'agroholding (p. 99) :

- 10 1) Des entrepreneurs perçoivent l'existence d'un possible profit dans le secteur agricole. 2) Ils sont extérieurs au secteur agricole, mais ont un accès facilité aux crédits, aux inputs et au marché du travail. 3) Les agroholdings visent donc à pallier les imperfections du marché en matière d'accès aux crédits, aux inputs et aux services. 4) Les agroholdings réalisent des investissements significatifs dans le domaine des technologies améliorant la production. 5) Les fondateurs des agroholdings travaillent en collaboration avec les autorités administratives dans le domaine du développement et de la gestion de leur activité. 6) Les conséquences sociales de leur développement peuvent exister (augmentation des licenciements) ; cependant les firmes essaient de garantir un niveau de salaire compétitif et quelques firmes se dirigent vers le développement de services dans le domaine social, anciennement assurés par les formes collectives d'exploitation (chose que nous avons effectivement pu personnellement vérifier dans la région d'Orel).
- 11 Considérant que les avantages en matière d'intégrations verticale et horizontale de la production sont importants lorsque le marché est imparfait, les auteurs justifient par ces deux arguments le développement de cette forme d'exploitation. Tout d'abord, l'agroholding apparaît comme un palliatif temporaire aux problèmes cognitifs à résoudre, « as an Agent for Economic Development and Transformation » (p. 126). Un tableau résume cette idée en pages 128 et 129. Il présente les pratiques dominantes de gestion et la réponse organisationnelle des agroholdings à celles-ci pour chaque catégorie d'input et de service. Par ailleurs, l'agroholding serait une réponse organisationnelle provisoire aux imperfections du marché plutôt qu'une « grande entreprise » à part entière. La conclusion des auteurs est assez révélatrice de cette pensée : « What is the prognosis for agroholdings? Will they continue to grow bigger and stronger, or will they suddenly disappear like the bonanza farms in the United States? Already there are signs that some agroholdings are turning to organisational solutions that allow greater operational freedoms to smaller subunits run by small number of individuals, going as far as the creation of family farms within their holding structure. Transformations of this type move Russia away from a plantation agriculture toward family-owned structure linked through markets contracts to the entire supply chain, as in common in all market economies. » Ce scénario apparaît comme un idéal type à atteindre, celui de la petite exploitation. Il ne doit pourtant pas faire oublier la situation actuelle : l'agroholding est une structure régulatrice de la production agricole tournée davantage vers une logique d'intégration plutôt que vers une logique de contrat.
- 12 La seconde partie de l'ouvrage traite classiquement des facteurs de production et de leur marché. Les chapitres 5 et 6 interrogent la mise en place du marché de la terre. Le chapitre 7, celui du travail, et le chapitre 8 celui des inputs. Enfin, le chapitre 9 pose la question de l'accès au crédit du point de vue de la situation financière des exploitations.
- 13 Natalya Shagaida et Zvi Lerman ainsi que Leonard Rolfes Jr. montrent respectivement dans les chapitres 5 et 6 que de nombreuses procédures administratives mettent un frein au développement réel d'un marché des terres agricoles. Il apparaît ainsi que, plus que la vente de la terre, c'est sa location qui est aujourd'hui développée. Cela permet aux auteurs de conclure à l'existence effective d'un marché de la terre. Mais ils ne mesurent ni n'analysent véritablement les restrictions propres à ce mode d'appropriation. En se concentrant sur les éléments qui limitent techniquement la transaction de cette ressource, telles les difficultés cadastrales ou les contraintes administratives, il nous semble que les auteurs passent à côté d'une caractérisation de la nature des contrats passés. Cette caractérisation aurait pourtant permis de mettre en perspective les travaux de cette seconde partie avec ceux présentés dans la première. Il est par exemple assez frappant que soit répété à plusieurs reprises que le marché aujourd'hui en expansion soit celui des coupons de terre distribués après 1990 plutôt que celui de la parcelle de terre. Aucune explication n'est avancée sur cet état de fait. Quel intérêt peut-on trouver comme producteur à acheter des coupons de terre si ces derniers ne prennent pas la

forme de véritables facteurs de production ? Ainsi, le chapitre 6 établit un certain nombre de recommandations. L'une d'elles consisterait à interdire le transfert des coupons de terre dans les capitaux propres d'une SA ou d'une SARL (autorisée par une loi de 2003 sur la transaction des terres agricoles) au motif que les dividendes perçus par les propriétaires des actifs seraient inférieurs au loyer de la terre. Cet argument de Leonard Rolfes Jr. n'interroge pas le sens d'une telle pratique légalement permise. Sans doute une mise en perspective de cette procédure avec celle consistant à acheter des coupons de terre pourrait permettre d'éclairer l'enjeu, en termes de tentative d'institutionnalisation d'une entière propriété de la terre (dont on sait que, même en Occident, elle n'est pas réalisée car des restrictions en matière de transmission et d'usage rendent largement fictifs le tryptique *usus / abusus / fructus*).

14 Le chapitre 7 se concentre sur le marché du travail. Intitulé « Rural and agriculture labor markets » il présente l'intérêt d'établir le lien entre le marché du travail agricole et celui du travail dans le monde rural. À partir d'une étude sur un district de la Région d'Orel, Vladimir Bogdanovskii évoque le déclin démographique et le vieillissement de la population qui caractérisent le monde rural. Cela s'accompagne d'une augmentation du niveau du chômage que semblent compenser le développement commercial du lopin de terre<sup>3</sup> et la diminution du nombre d'heures travaillées dans les entreprises agricoles. Un raisonnement en termes de productivité horaire du travail aboutit à la conclusion que les travailleurs agricoles sont sous-payés. Vladimir Bogdanovskii reconnaît cependant la limite d'une telle conclusion dans le contexte d'un investissement non négligeable en services sociaux de la part des grandes exploitations. Cela interroge, une fois encore, les limites d'un raisonnement en termes de productivité dans un contexte où les frontières de la firme englobent des activités qui ne sont pas directement dédiées à la production. Les trois préconisations de la conclusion, (à savoir : 1) La nécessité du développement des activités non agricoles dans le monde rural pour permettre aux entreprises agricoles de se libérer du poids d'une population qu'elles prennent encore trop en charge ; 2) Une politique d'amélioration de la formation de la main d'œuvre ; 3) Le développement d'un statut légal d'entrepreneurs pour les propriétaires de lopins et les fermiers, permettant d'accéder aux différentes couvertures de soin) interrogent le sens d'une faible productivité des grandes exploitations et les raisons de leur maintien malgré leur faiblesse. Cela montre, encore une fois, toute la complexité de la « question agraire » dans un pays à la recherche d'un nouveau compromis social.

15 Dans le chapitre 8, Evgeniya Serova and Olga Shick discutent de l'offre et de la demande pour cinq groupes d'inputs : le matériel agricole, le fuel, les fertilisants, les grains et la nourriture animale. Ils montrent que l'État ne joue plus son rôle de fournisseur direct en inputs et que cette fonction est passée entre les mains de fournisseurs privés, ce qui concentre la plupart des ventes sur cinq entreprises. Les imperfections de ce marché qui ont conduit à une forte baisse de la demande d'inputs, ont encouragé l'intégration verticale via les agroholdings, faisant ainsi écho au chapitre 4. L'existence d'un transfert de cette prérogative vers les autorités régionales est également à noter. Cependant, les auteurs ne voient dans les programmes régionaux mis en place par ces dernières qu'une distorsion de la concurrence. On peut se demander si des impératifs autres, tels que la sécurité alimentaire, ne commandent pas les comportements des autorités régionales. Auquel cas ces impératifs ne peuvent être balayés, compte tenu de la fragilité de la société russe d'un revers de main aux prétexte qu'ils n'aideraient pas au développement du marché.

16 Olga Yastrebova, Aleksandr Subbotin, and David Epshtein, dans le chapitre 9, étudient les stratégies développées par les entreprises agricoles pour faire face à leurs problèmes de trésorerie. Le compte fournisseur, au passif de ces exploitations, représente ainsi la majorité de leur endettement, comme en témoigne l'intégration verticale de ce secteur évoquée plus haut. Cela n'empêcherait d'ailleurs pas les entreprises en banqueroute d'accéder au crédit financé largement par le nouveau programme national de développement du secteur, via la banque

d'État RossAgroLizing. Cependant, la gestion régionale de ce système de financement du crédit n'encouragerait pas la concurrence sur le marché financier et restreindrait l'accès aux crédits aux plus grandes exploitations (36% d'entre elles ont un emprunt en banque d'après l'étude, alors que ce taux tombe à 11% pour les fermiers). Or on peut difficilement, dans un système de marché, reprocher à des banquiers privés de choisir leurs clients : on retombe dans ce cas dans la nécessité d'une organisation collective de l'agriculture, telle que celle qu'a connue l'agriculture française avec le Crédit Mutuel Agricole, dont on ne sait pas si elle est compatible avec le vent de libéralisme qui souffle sur le secteur agricole depuis 1991.

17 Enfin, la troisième partie du livre, du chapitre 10 au chapitre 15 (ce dernier faisant office de conclusion), propose une analyse économétrique sur l'allocation optimale des inputs à partir de diverses bases de données et de différentes méthodes statistiques (modèle d'efficacité technique, modèle d'allocation optimale). La terre y apparaît comme étant le facteur le moins productif. Cette conclusion, présentée comme une spécificité de l'agriculture russe par chacun des auteurs (quelque soit la méthode statistique utilisée) devrait être mise en perspective avec celles de la partie précédente à propos de la terre. L'accumulation de cette ressource qui y est clairement mise en évidence, semble l'être pour des raisons qui ne relèvent pas de la production mais plutôt de l'organisation, de la régulation des entreprises, voire d'une question de contrôle sur la ressource permettant son allocation marchande ou patrimoniale.

18 En conclusion, cet ouvrage est une véritable mine d'informations, statistiquement bien traitées, et qui offre une vision renouvelée du secteur agricole russe. L'éventail complet des sujets abordés permet à l'économiste, quelle que soit sa spécialisation, d'y trouver son intérêt. Cependant, les modèles qui structurent l'ensemble des articles limitent les auteurs dans la portée de leur conclusion. Cela ne devrait pas empêcher l'économiste régulationniste d'en tirer profit. Au contraire, une lecture sous l'angle institutionnaliste donne la possibilité de réinterroger chacune des conclusions présentées. Et ce, qu'il s'agisse de questions de complémentarité institutionnelle ou bien de celles tournant autour d'un nouveau compromis institutionnalisé<sup>4</sup>.

---

### Notes

1 Notamment la thèse de Nieddu (1998), *Dynamiques de longue période dans l'agriculture productiviste et mutations du système agro-industriel français contemporain*, thèse pour le doctorat ès Sciences économiques, Reims.

2 Une grille de lecture en termes de préservation d'un patrimoine professionnel [Barthélemy in Barrère, Nieddu, Vivien, (eds) *Réinventer le patrimoine*, 2005] offre un moyen de comprendre ce phénomène. Le maintien d'entreprises peu rentables, ou leur reprise, de fait rendue obligatoire, soulève la question d'une relation économique spécifique qui implique des choix d'allocation de ressources et des arbitrages. Le maintien de ces entreprises repose notamment sur la préservation des besoins essentiels, (ce qui fait écho au concept d'économie substantive proposé par Polanyi). L'encastrement de l'économie dans la société peut être tel que la valeur marchande des entreprises (mesurée à l'aune de leur rentabilité financière) ne soit pas le critère privilégié pour décider de la meilleure allocation d'une ressource. La nécessité du maintien de professionnels dans l'agriculture et plus généralement d'habitants dans les zones rurales peut devenir le critère principal. Il s'agit donc de produire dans l'exploitation, pour ces professionnels, des biens non agricoles (logement, chauffage, alimentation) Le contrôle communautaire ou étatique de la terre devient un moyen de préserver la communauté et de mener une allocation de ressources à visée patrimoniale – au sens de préservation de la communauté –, comme nous avons eu l'occasion de l'analyser (voir Grouiez P. (2008), « La régulation non marchande du patrimoine foncier (1991-2006) : le paradoxe de la libéralisation de l'agriculture russe ? », *Revue Autrepart*, n° 46, pp. 31-50).

3 Un débat intéressant s'instaure pour cette raison et qui porte sur la place accordée aux statistiques officielles pour le travail sur le lopin. L'auteur considère qu'il serait judicieux de prendre en compte les 1,6 millions de lopins ayant une activité commerciale sur les 7 millions que compte la Russie dans la comptabilisation de la population active agricole. On retrouve ici des questions identiques à celles sur les frontières du secteur agricole qui ont été documentées par Catherine Laurent dans le cas français :

la définition institutionnelle modèle le secteur institutionnel, mais l'activité elle-même peut se faire sur un périmètre très différent.

4 Pour illustrer nos propos, nous pouvons reprendre la question du sens économique des agroholdings en Russie. Ces firmes proposent d'intégrer différentes exploitations, tant horizontalement que verticalement. Cela leur permet d'assurer leur besoin en fourrage en passant par un système de prix contrôlés puisque des contrats sont passés entre chacune des entreprises intégrées dans l'holding (entre celles qui fournissent le foin et celles qui font de l'élevage animal). Le système de marché ne se situe qu'au niveau du produit fini (la charcuterie en particulier) où la concurrence prévaut. Ainsi, la transposition du modèle de marché concurrentiel en Russie a nécessité une adaptation des structures anciennes, les kolkhozes et les sovkhozes. Ces dernières ont pu se maintenir (malgré leur faillite effective) par leur intégration dans un dispositif innovant que constitue le modèle d'agroholding. Les agroholdings ont dû composer avec l'environnement rural de la Russie, celui d'une crise démographique profonde, en investissant significativement dans des services sociaux, sans lesquels il aurait été impossible de garantir l'existence d'une main d'œuvre qualifiée pourtant nécessaire à la concurrence sur le marché des produits finis. Ce que nous décrivons est un processus d'hybridation (au sens que lui donne Robert Boyer d'un processus évolutionniste par lequel un modèle productif se décline en formes organisationnelles en fonction d'un contexte local, formes qui peuvent profondément varier voire conduire à une innovation organisationnelle radicalement différente de celle initialement voulue). Au niveau sectoriel, les agroholdings apparaissent comme un compromis institutionnalisé issu de l'instauration d'un système de marché incompatible avec le rôle social joué par les exploitations collectives et décrit par Marie-Claude Maurel en 1980 dans son ouvrage *La Campagne collectivisée. Société et espace rural en Russie*, Paris, Editions Anthropos.

---

### ***Pour citer cet article***

Référence électronique

Pascal Grouiez, « Zvi Lerman (Dir.), *Russia's Agriculture in Transition, Factor Markets and Constraints on Growth*, Lexington Books, 2008. », *Revue de la régulation* [En ligne], n°5 | 1er semestre 2009, mis en ligne le 11 juin 2009. URL : <http://regulation.revues.org/index7491.html>

---

### ***À propos de l'auteur***

**Pascal Grouiez**

Doctorant, université de Reims Champagne-Ardenne, laboratoire Organisations Marchandes et Institutions (OMI - EA 2065), boursier du Centre franco-russe de recherche en sciences humaines et sociales de Moscou, [pascal.grouiez@univ-reims.fr](mailto:pascal.grouiez@univ-reims.fr)

---

### ***Droits d'auteur***

© Tous droits réservés